



## La CIA, le 11-Septembre, l'Afghanistan et l'Asie centrale

Le lancement de la guerre de terreur des États-Unis (1/3)

Par [Prof Peter Dale Scott](#)

Mondialisation.ca, 04 janvier 2016

26 septembre 2012

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)

*À l'occasion de la sortie de la version française du dernier livre de Peter Dale Scott, «La Machine de guerre américaine», le Réseau Voltaire publie une étude détaillée du diplomate canadien sur les attentats du 11-Septembre que Global Research (publié en anglais en mars 2012 en une seule partie). Il y met en évidence des éléments de préméditation par une faction du complexe militaro-industriel états-unien.*

*La fabrication d'une série de provocations destinées à justifier une intervention militaire est réalisable et pourrait être accomplie à l'aide des ressources disponibles. » Rapport du J-5 du Comité des chefs d'États-majors interarmées des États-Unis (JCS), 1963 [1]*

### La guerre de terreur de Bush et le trucage du renseignement

Le 11 septembre 2001, dans les heures qui suivirent les attaques meurtrières perpétrées ce jour-là, George W. Bush, Donald Rumsfeld et Dick Cheney avaient engagé les États-Unis dans ce qu'ils appelèrent ensuite la « *guerre contre la terreur* ». Selon moi, nous devrions plutôt l'appeler la « *guerre de terreur* », celle-ci ayant été employée contre les civils — de manière récurrente — par tous les belligérants, qu'ils soient des acteurs étatiques ou non. Une guerre de terreur est caractérisée par la prépondérance de l'emploi d'armes de destruction indiscriminée, qu'il s'agisse d'engins explosifs improvisés (EEI) posés au bord des routes ou de missiles lancés depuis les airs par un drone de haute technologie. [2]

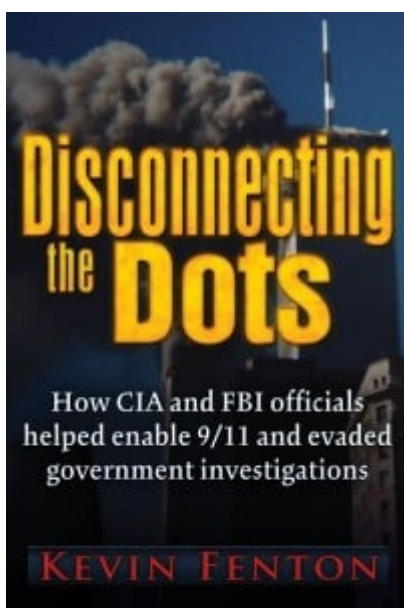
Nous pourrions aussi l'envisager comme élément d'un processus plus vaste, d'ampleur globale. À travers celui-ci, la terreur a été utilisée contre les civils par toutes les puissances majeures lors de campagnes étroitement liées entre elles — la Chine dans le Xinjiang et la Russie en Tchétchénie, autant que les États-Unis dans de nombreuses régions du monde —. [3] Dans son contexte global, la guerre de terreur pourrait être perçue comme la dernière étape de l'extension séculaire de la civilisation transurbaine dans des zones où prévaut une résistance rurale. Dans ces régions, il s'est avéré que les formes conventionnelles de guerre ne peuvent trouver de véritable conclusion, et ce pour des raisons géographiques ou culturelles.

La guerre de terreur fut formellement déclarée par George W. Bush le soir du 11 septembre

2001, lorsqu'il annonça dans son discours à la nation que les États-Unis ne feraient « aucune distinction entre les terroristes qui ont perpétré ces actes et ceux qui les hébergent ». [4] Cependant, la notion voulant que la guerre de terreur de Bush avait pour objectif de poursuivre les terroristes perdit de sa crédibilité en 2003, lorsque cette formule fut appliquée à l'Irak de Saddam Hussein, un pays connu non pas pour héberger des terroristes mais pour en avoir été la cible. [5] En 2005, cette notion fut de nouveau décrédibilisée suite à la publication en Grande-Bretagne de ce que l'on appelle le *Mémo de Downing Street*. Dans celui-ci, le directeur du MI6, les services de renseignement extérieur britanniques, rapporta après une visite à Washington en 2002 que « Bush voulait faire tomber Saddam Hussein par une action militaire, justifiée par le lien entre le terrorisme et les ADM. Mais les faits et les renseignements étaient truqués pour répondre aux objectifs politiques. » [6] Plus tard, de faux récits liant l'Irak aux ADM, à l'anthrax et au concentré de minerai d'uranium du Niger (le « yellow cake ») furent publiés aux moments opportuns.

Cet essai va démontrer qu'avant le 11-Septembre, une petite faction au sein de l'Unité ben Laden de la CIA et des agences qui lui sont liées, que l'on appelle le « groupe Alec Station », manœuvrait également afin de « truquer » les renseignements en les supprimant. Cette manœuvre permit le déclenchement de la guerre de terreur, que ces effets soient recherchés ou non. Elle consista à dissimuler des preuves au FBI concernant deux futurs pirates de l'air présumés du 11-Septembre, Khaled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazmi, de sorte que le Bureau ne puisse surveiller ces deux hommes et leurs collègues avant les attentats.

Les auteurs du *Rapport de la Commission sur le 11-Septembre* reconnurent cet échec dans l'échange de renseignements, mais il fut considéré comme un accident qui aurait pu être évité « si plus de ressources avaient été affectées ». [7] Toutefois, cette explication a depuis été réfutée par Thomas Kean, le président de la Commission sur le 11-Septembre. Récemment, lorsque deux réalisateurs lui demandèrent si l'échec autour d'al-Mihdhar et d'al-Hazmi aurait pu être une simple erreur, Kean répondit : « Oh, ce n'était pas une omission due à la négligence. C'était intentionnel. Cela ne fait aucun doute. [...] Nous sommes parvenus à la conclusion que ces agences ont le secret dans leur ADN. Et ce secret les pousse à ne pas partager leurs informations avec n'importe qui. » [8]



En 2011, un important livre de Kevin Fenton, *Disconnecting the Dots* (« Semer le trouble »), démontra de façon indiscutable que la rétention d'information était intentionnelle, et qu'elle a été menée sur une période de 18 mois. [9] Cette interférence et cette manipulation

devinrent particulièrement flagrantes et controversées les jours précédant le 11-Septembre ; elles conduisirent Steve Bongardt, un agent du FBI, à prédire le 29 août 2001 — soit moins de deux semaines avant le 11-Septembre — qu'« un jour, des gens perdront la vie ». [10]

Comme nous le verrons, les motifs derrière ces rétentions d'informations restent mystérieux. À une époque, j'ai adhéré aux spéculations de Lawrence Wright : selon lui, il est possible que la CIA voulût recruter les deux Saoudiens, et « *pourrait aussi avoir protégé une opération à l'étranger* [potentiellement en coordination avec l'Arabie saoudite], *et donc craindre que le FBI ne l'aurait révélée.* » [11] Le but de cet essai est de suggérer que les motivations derrière ces rétentions d'informations auraient pu être liées à l'objectif bien plus large des néoconservateurs, qu'ils imposaient alors à la politique étrangère des États-Unis : la consolidation de l'hégémonie globale US par l'établissement de bases avancées autour des champs pétrolifères de l'Asie centrale.

En résumé, la rétention de preuves pourrait être vue comme un élément du plus vaste et sinistre schéma en développement à cette époque, comprenant la contreperformance du gouvernement des États-Unis dans sa réponse aux attaques du 11-Septembre, ainsi que les envois meurtriers de lettres contenant de l'anthrax — ce qui facilita le vote du *Patriot Act* —.

Aujourd'hui, les travaux de Kevin Fenton m'ont convaincu sur le fait que l'explication de Lawrence Wright — soit la protection par la CIA d'une opération secrète — pourrait expliquer pourquoi la rétention a débuté en janvier 2000, mais ne peut expliquer son renouvellement les jours précédant le 11-Septembre. Fenton analyse une liste de 35 différentes occasions où les deux pirates de l'air présumés furent protégés de cette manière — de janvier 2000 jusqu'au 5 septembre 2001 environ, soit moins d'une semaine avant les détournements —. [12] Nous verrons que, dans son analyse, ces incidents peuvent être classés en deux principales catégories. Les motifs qu'il attribue à la première catégorie étaient « *de couvrir une opération de la CIA qui était déjà en cours* ». [13] Cependant, après que « *tous les voyants du système [de sécurité nationale] étaient au rouge* » durant l'été 2001, et que la CIA s'attendait à une attaque imminente, Fenton conclut que « *l'objectif de la rétention d'informations était dorénavant de permettre le déroulement des attaques* », ne pouvant trouver d'autres explications. [14]

Cette dernière citation de Fenton impliquerait qu'un crime d'homicide ait été perpétré par des membres du « *groupe Alec Station* », même si ce crime ne constituait pas un meurtre avec préméditation mais un homicide involontaire. En effet, nous pourrions imaginer des raisons bienveillantes à cette rétention d'information. Par exemple, la CIA aurait pu tolérer les agissements des deux Saoudiens afin de retrouver leurs associés. Dans ce cas, nous n'aurions eu affaire à rien de plus qu'une erreur de jugement, bien qu'elle aboutisse à un homicide.



Carte montrant les bases US incluant Karshi-Khanabad

La guerre de terreur et le projet de domination globale de Donald Rumsfeld, de Dick Cheney et de Paul Wolfowitz

Cependant, à travers cet essai, je vais m'arrêter sur les activités menées en Ouzbékistan et en Afghanistan par Richard Blee, le directeur de l'Unité ben Laden de la CIA. L'Ouzbékistan était une zone de préoccupation majeure pour Blee et son supérieur, Cofer Black ; mais c'était aussi un endroit très intéressant pour Dick Cheney. En effet, Halliburton, l'entreprise qu'il dirigea entre 1995 et 2000, était active depuis 1997 — voire plus tôt — dans l'exploitation des réserves pétrolières de l'Asie centrale. En 1998, lors d'un discours devant des industriels du pétrole, Cheney lui-même déclara : « *Je ne me souviens pas avoir vu émerger si soudainement une région en tant que zone de grande importance stratégique comme c'est le cas aujourd'hui pour [le bassin] Caspien.* » [15]

Je m'appête à démontrer que le but et le résultat de la protection des deux Saoudiens auraient pu être de remplir les objectifs de Dick Cheney, de Donald Rumsfeld et du Projet pour le Nouveau Siècle Américain (PNAC pour Project for the New American Century). En effet, cette faction de néoconservateurs avait comme projet d'établir des « *forces pré-positionnées* » en Asie centrale. [16] Nous verrons que, durant un appel téléphonique passé le 11-Septembre par le directeur de la CIA George Tenet à Stephen Cambone (une figure centrale du PNAC au Pentagone), Tenet transmet apparemment à ce dernier certaines des informations privilégiées qui ne sont jamais parvenues au FBI.

L'un des objectifs de ce plan des néoconservateurs était de maintenir la domination des États-Unis et d'Israël sur cette région, et ce pour des motifs sécuritaires. Comme nous le verrons, leur projet consistait aussi à créer les conditions favorables à de futures actions préemptives unilatérales contre des États inamicaux tels que l'Irak. En particulier, ce plan du PNAC fut élaboré afin d'établir de nouvelles bases militaires permanentes au Moyen-

Orient, anticipant l'annonce prévisible faite par Donald Rumsfeld en 2003, selon laquelle les États-Unis retireraient d'Arabie saoudite « *pratiquement toutes leurs troupes, sauf du personnel employé pour l'entraînement [militaire]* ». [17] Néanmoins, un autre objectif de ce plan était de renforcer l'influence US sur les États récemment indépendants de l'Asie centrale, avec leurs considérables réserves non prouvées de gaz et de pétrole.

Dans ce contexte, la conclusion alarmante de Fenton sur les actions de la CIA menant aux attaques du 11-Septembre acquiert une plus grande pertinence au regard de ce plan du PNAC. Il en va de même si l'on s'attarde sur les trois autres anomalies criantes dans la guerre de terreur de George W. Bush. La première d'entre elles est le paradoxe découlant du fait que cette prétendue lutte contre al-Qaïda fût conduite avec l'Arabie saoudite et le Pakistan, soit les deux nations qui étaient le plus actives dans le soutien de cette organisation à travers le monde. Dans cet essai, nous verrons comment les services de renseignement des États-Unis et de l'Arabie saoudite ont coopéré de manière à protéger les agents saoudiens au sein d'al-Qaïda, au lieu de les neutraliser.

Deuxième anomalie : bien que la CIA aurait pu être mobilisée pour détruire al-Qaïda, Rumsfeld et Cheney avaient depuis le début l'intention de lancer une guerre à bien plus grande échelle. En septembre 2001, aucun renseignement sur le 11-Septembre ne liait l'Irak aux attentats. Pourtant, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, soutenu par son adjoint Paul Wolfowitz, observait déjà le 12 septembre « *qu'il n'existait pas de cibles convenables à bombarder en Afghanistan, et [qu'il fallait] bombarder l'Irak, [ce pays] ayant d'après lui de meilleures cibles.* » [18] L'argument de Rumsfeld était appuyé par un document du Département de la Défense préparé pour les réunions de Camp David des 15 et 16 septembre 2001, qui « *proposait que 'les cibles immédiatement prioritaires pour les premières actions' devaient être al-Qaïda, les talibans et l'Irak.* » [19]

Cette nation avait été visée par Rumsfeld et Wolfowitz depuis au moins 1998, lorsque les deux hommes cosignèrent une lettre du PNAC adressée au Président Clinton, qui appelait au « *renversement du régime de Saddam Hussein* ». [20] Mais l'Irak n'était pas la seule et unique cible dans le plan de Cheney, de Rumsfeld et de Wolfowitz — un plan qui, depuis au moins 1992, ne visait rien de moins que la domination globale des États-Unis, ou ce que l'ancien colonel US Andrew Bacevich appela « *l'hégémonie américaine globale et permanente* » —. [21] C'était une importante priorité des néoconservateurs. Même avant que George W. Bush n'ait été élu par la Cour Suprême en décembre 2000, Cheney manœuvrait pour assurer aux cosignataires de la lettre du PNAC de 1998 l'accès à des postes clés de la Maison-Blanche, du Département d'État et du Département de la Défense. Ces cosignataires incluaient Richard Armitage, John Bolton, Richard Perle, ainsi que d'autres membres du PNAC comme Stephen Cambone — sur lequel nous reviendrons —.

Depuis ses débuts, la guerre de terreur avait été conçue comme un moyen de mettre en œuvre cet objectif d'hégémonie globale. Le 24 septembre 2001, Condoleezza Rice, conseillère à la Sécurité nationale, « *aborda la question du soutien étatique au terrorisme : 'Quelle est notre stratégie à l'égard des pays qui soutiennent le terrorisme comme l'Iran, l'Irak, la Libye, la Syrie et le Soudan ?'* » [22] Dans ses mémoires, le général Wesley Clark révéla qu'à partir de novembre 2001, cette question était devenue un plan quinquennal du Département de la Défense :

« Alors que je suis retourné au Pentagone en novembre 2001, l'un des principaux officiers parmi les hauts responsables de l'armée m'accorda du temps pour discuter. Oui, nous étions toujours en route pour attaquer l'Irak, me dit-il. Mais ce n'était pas tout. Il me fit

savoir que cette attaque était envisagée dans le cadre d'un plan quinquennal pour mener une campagne militaire. Au total, sept pays étaient ciblés, en commençant par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, l'Iran, la Somalie et le Soudan. » [23]

À cette époque, l'ancien officier de la CIA Reuel Marc Gerecht publia un article dans *The Weekly Standard* soutenant la nécessité d'un changement de régime en Iran et en Syrie. [24] (Dans cet hebdomadaire néoconservateur, Gerecht continue de mettre en garde l'opinion sur les menaces que représenteraient aujourd'hui ces deux nations.) Durant l'ère Clinton, Gerecht, à l'instar de Cheney et de Rumsfeld, faisait partie du Projet pour le Nouveau Siècle Américain (PNAC), une faction belliciste appelant à une action militaire contre l'Irak en particulier, et plus généralement à un budget de la Défense étendu, qui aurait « *considérablement augmenté les dépenses de défense* » pour favoriser « *la cause du leadership [global] des États-Unis* ». Le rapport du PNAC publié en septembre 2000 — *Reconstruire les défenses de l'Amérique* (Rebuilding America's Defenses) — traitait largement du pétrole du golfe Persique et de l'importance de maintenir et de renforcer « *des forces pré-positionnées dans cette région* ». [25]

Il est intéressant de noter qu'à la fin de l'année 2001, peu après le 11-Septembre et le déclenchement de la guerre de terreur, les États-Unis avaient déjà établi de nouvelles bases militaires en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizistan. Ainsi, ils étaient en bien meilleure position pour influencer les politiques des gouvernements nouvellement émancipés de l'Est du bassin Caspien — une région riche en hydrocarbures —. À travers cet essai, nous verrons que l'accord de 2001 permettant la mise en place de la première et de la plus importante de ces bases — celle de Karshi-Khanabad (ou K-2) en Ouzbékistan — s'est fondé sur un arrangement antérieur du Pentagone, complété par un accord de liaison de la CIA négocié en 1999 par Richard Blee du « *groupe Alec Station* » (Blee étant une figure centrale dans cet essai). Dans leur majorité, les États-Uniens ne savent pas que le 11-Septembre, des Forces spéciales US étaient déjà déployées à la base K-2 dans le cadre d'une mission ouzbèke d'entraînement militaire. Ils ne savent pas non plus que le 22 septembre 2001, deux semaines avant un accord militaire formel entre les armées US et ouzbèke, « *la CIA envoyait déjà ses équipes vers l'énorme base aérienne de Karshi-Khanabad (ou K-2) située au sud de l'Ouzbékistan, où des ingénieurs de l'US Army étaient en train de réparer la piste d'atterrissage.* » [26]

La troisième anomalie de cette « guerre contre le terrorisme » est qu'elle conduisît à une nette augmentation du recours à la terreur, voire à la torture, par les États-Unis eux-mêmes, y compris contre leurs propres citoyens. Dans ce contexte, il doit être souligné que Dick Cheney et Donald Rumsfeld, à travers leur participation à l'ultrasecret « *Projet Jugement dernier* » du Département de la Défense, avaient également pris part à la planification de la Continuité du Gouvernement (COG pour Continuity of Government). Aux États-Unis, la COG était destinée à saper la Bill of Rights par la surveillance sans mandat et la détention arbitraire des dissidents politiques [27]. Ces planifications — dont l'origine est la peur des communistes illustrée par le Maccarthysme des années 1950 — ont constitué les fondements des plans complexes développés par le Pentagone et d'autres agences afin de contrer les protestations des mouvements anti-guerre contre leur objectif commun : instaurer la domination globale des États-Unis.

Comme je l'ai défendu ailleurs, les États-Unis dépensent annuellement des milliards de dollars dans le domaine de la sécurité intérieure. Ces dépenses sont dues en grande partie à la croyance — formulée par le colonel des marines Oliver North — que la guerre du Vietnam fût perdue dans les rues des États-Unis, et que cette capacité de dissuasion civile contre les

opérations militaires US devait être limitée. [28] Cheney et Rumsfeld, en tant que membres de ce que l'on appelle le « *Projet Jugement dernier* » pour la planification de la Continuité du Gouvernement (COG), ont contribué à ces efforts. [29] En résumé, le 11-Septembre a permis la mise en œuvre de programmes envisagés depuis longtemps par une faction restreinte de responsables US, soit la concrétisation de nouvelles politiques radicales en Asie centrale – mais également au sein même des États-Unis –.

Il est à la fois difficile et douloureux d'envisager le crime d'homicide suggéré par les recherches méticuleuses de Kevin Fenton. Aujourd'hui, les États-Unis traversent une crise due aux activités des banques trop importantes pour faire faillite (« *Banks Too Big to Fail* »). Comme il a été souligné, ces banques étaient également trop imposantes pour que leurs responsables soient emprisonnés (« *Banks Too Big to Jail* »). En effet, punir leurs dirigeants comme des criminels ordinaires mettrait en danger la structure financière déjà menacée des États-Unis. [30] Cet essai expose, de manière détaillée, un phénomène analogue, soit ce qui pourrait être un crime trop important pour être puni (« *Crime Too Big to Punish* »).

Enfin, comme nous le verrons, le 11-Septembre partage des points communs avec l'assassinat de John F. Kennedy.

La dissimulation autour du 11-Septembre et le rôle de la CIA dans la survenance ces attaques

Dix ans plus tard, il est important de réévaluer ce que l'on sait ou pas à propos des événements qui conduisirent au 11-Septembre, en particulier concernant les actions de la CIA et du FBI, ainsi que le refus de divulguer des informations cruciales à la Commission sur le 11-Septembre.

Aujourd'hui, nous pouvons affirmer avec confiance : 1) que les vérités les plus importantes sont toujours inconnues, en grande partie car les documents cruciaux sont soit maintenus au secret, soit considérablement censurés ; 2) les efforts de dissimulation continuent, d'ailleurs encore plus agressivement qu'auparavant ; 3) en plus de la dissimulation, nous devons analyser ce que John Farmer, ancien membre de la Commission sur le 11-Septembre, a appelé « *une incompétence administrative sans précédent ou un mensonge organisé* » de la part de personnages clés à Washington. [31] Ces derniers incluent le Président Bush, le Vice-président Cheney, le général du NORAD Richard Myers ainsi que le directeur de la CIA George Tenet. Nous pouvons également citer Samuel Berger, l'ancien conseiller à la Sécurité nationale du Président Clinton, qui avant de témoigner sur ces questions se rendit aux Archives nationales pour retirer — et potentiellement détruire — de la documentation cruciale. [32] Dans son livre, Farmer a soutenu ces deux possibilités.



*Bush récompense Georges Ternet avec la médaille d'honneur national le 14 décembre 2000.*

La première d'entre elle, « *l'incompétence bureaucratique sans précédent* », est en fait l'explication donnée par la Commission sur le 11-Septembre afin d'expliquer les anomalies frappantes à propos de ces attentats et des vingt mois qui les précédèrent, lorsque des informations importantes furent dissimulées au FBI par l'Unité ben Laden de la CIA (que l'on appelle Alec Station). Cependant, grâce au remarquable nouveau livre de Kevin Fenton, *Disconnecting the Dots*, nous ne pouvons plus attribuer les agissements anormaux de la CIA à des « *problèmes systémiques* », ou à ce que Tony Summers appela hâtivement de la « *confusion bureaucratique* ». [33]

Se basant sur d'importants livres de James Bamford, de Lawrence Wright, de Peter Lance et de Philip Shenon, Fenton démontre irréfutablement qu'il existait à la CIA une pratique systématique de dissimulation des renseignements cruciaux vis-à-vis du FBI, y compris lorsque le Bureau avait normalement le droit d'y accéder. Avec encore plus de brio, il démontre que ce processus de rétention a été systématiquement maintenu durant les quatre investigations successives conduites après le 11-Septembre : l'enquête du Congrès présidée par les sénateurs Bob Graham et Richard Shelby (dont une partie est encore classifiée), puis celles de la Commission sur le 11-Septembre, de l'inspecteur général du Département de la Justice et de l'inspecteur général de la CIA.

Le plus déterminant dans les travaux de Fenton est qu'il démontre que ces nombreuses rétentions d'informations — qu'elles soient antérieures ou postérieures au 11-Septembre — furent l'œuvre d'un nombre relativement restreint d'individus. La dissimulation de renseignements vis-à-vis du FBI fut principalement opérée par ce que l'on appelle le « groupe Alec Station » — une faction faisant partie de l'Unité ben Laden de la CIA (qui est appelée « Alec Station »), mais ne lui étant pas identique —. Le « groupe Alec Station » était majoritairement composé de personnel de l'Agence, et incluait aussi quelques éléments du FBI. Les figures clés de ce groupe étaient l'officier de la CIA Tom Wilshire (que la Commission sur le 11-Septembre appelle « John »), et son supérieur direct à Alec Station, Richard Blee.

La dissimulation post-11-Septembre autour des agissements de Wilshire fut principalement l'œuvre d'une seule personne, Barbara Grewe. Cette dernière travailla d'abord dans



l'enquête de l'inspecteur général du Département de la Justice sur le comportement de Wilshire. Elle fut ensuite mutée dans deux postes successifs au sein de l'équipe de la Commission sur le 11-Septembre où, sous l'autorité de son directeur exécutif Philip Zelikow, elle parvint à détourner l'attention que les enquêteurs portaient sur les performances de la CIA vers celles du FBI. [34] Que Grewe ait conduit ou pas les entretiens avec Wilshire et d'autres fonctionnaires dignes d'intérêt, elle « *s'en inspira certainement pour rédiger ses sections des rapports de la Commission [sur le 11-Septembre] et de l'inspecteur général du Département de la Justice.* » [35]

Les mutations successives de Barbara Grewe sont symptomatiques d'une dissimulation volontaire décidée à un niveau hiérarchique supérieur. Comme nous le verrons, il en va de même concernant le transfert en mai 2001 de Tom Wilshire d'Alec Station (l'Unité ben Laden de la CIA) vers le FBI, où il débuta une nouvelle phase d'interférences sur le flux normal de renseignements, organisant l'obstruction au sein même du Bureau. [36]

Ce processus commence à partir des renseignements obtenus grâce à la surveillance, par la NSA et la CIA, d'une importante réunion au sommet d'al-Qaïda en janvier 2000 — probablement l'unique rencontre de ce type avant le 11-Septembre —. Aux États-Unis, cette réunion attira instantanément l'attention des responsables de la sécurité nationale du fait de ses liens indirects à un élément d'appui logistique (un téléphone multi-lignes, basé au Yémen, qu'al-Qaïda utilisait). Cet élément de soutien était soupçonné d'avoir servi de centre de communication lors des attentats à la bombe contre les ambassades US en 1998. Comme Kevin Fenton le relève, « *[l']Agence réalisa que ce sommet était si important qu'elle briefa les directeurs du FBI et de la CIA [Louis Freeh et Dale Watson], le conseiller à la Sécurité nationale Samuel Berger et d'autres hauts responsables sur les renseignements collectés à cette occasion.* » [37]

Pourtant, au sein d'Alec Station, Tom Wilshire et son adjointe à la CIA (surnommée « Michelle ») [38] bloquèrent les tentatives de Doug Miller, un agent du FBI détaché dans cette unité, de notifier le Bureau que l'un des participants à cette rencontre avait un visa US dans son passeport (il s'agissait de Khaled al-Mihdhar). [39] Pis, « Michelle » envoya alors un câble mensonger aux autres stations de la CIA. Ce câble affirmait fallacieusement que « *les documents de voyage [d'al-Mihdhar], incluant un visa US à entrées multiples, avaient été copiés et transmis 'au FBI pour de plus amples investigations'.* » [40] Alec Station s'est également abstenue d'inclure les participants à cette rencontre dans une liste de surveillance, comme le demandaient les directives de la CIA. [41]

Ainsi débutait un processus systématique et parfois mensonger, à travers lequel les renseignements de la NSA et de la CIA concernant Khaled al-Mihdhar et son compagnon de voyage, Nawaf al-Hazmi, étaient systématiquement dissimulés au FBI. Ils furent également déformés, faussés ou manipulés de façon à prévenir toute enquête du Bureau sur les deux Saoudiens et leurs associés. Ce processus est un aspect majeur de l'histoire du 11-Septembre. En effet, le comportement de ces deux apprentis pirates de l'air était si peu professionnel que, sans cette protection de la CIA assurée par le « groupe Alec Station », ils auraient presque certainement été détectés et arrêtés ou expulsés, et ce bien avant qu'ils ne se préparent à embarquer sur le Vol 77 à Washington. [42]

Kevin Fenton conclut son enquête avec une liste de 35 différentes occasions où les deux pirates de l'air présumés furent protégés de cette manière — de janvier 2000 jusqu'au 5 septembre 2001 environ, soit moins d'une semaine avant les détournements —. [43] Dans son analyse, ces incidents peuvent être classés en deux principales catégories. Les motifs

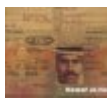
qu'il attribue à la première catégorie, tels que la rétention du câble de Doug Miller, étaient « *de couvrir une opération de la CIA qui était déjà en cours* ». [44] Cependant, après que « *tous les voyants du système [de sécurité nationale] étaient au rouge* » durant l'été 2001, et que la CIA s'attendait à une attaque imminente, Fenton conclut que « *l'objectif de la rétention d'informations était dorénavant de permettre le déroulement des attaques* », ne pouvant trouver d'autres explications. [45]

Après son transfert au FBI, Tom Wilshire changea ostensiblement sa manière d'interférer. Lorsqu'il était à la CIA, il avait manœuvré pour empêcher la transmission de renseignements au Bureau. Au contraire, une fois entré au FBI, il entreprit des révisions de ces mêmes renseignements, mais en les menant assez lentement pour qu'elles n'aient pas d'effet avant le 11-Septembre. Fenton suspecte que Wilshire anticipa un contrôle de ses dossiers, et qu'il semait des fausses pistes dans cette documentation afin de neutraliser ses embarrassantes performances. [46]

Je pense que nous devons à présent accepter la conclusion tirée des recherches de Kevin Fenton : « *Il est clair que ces informations ne furent pas retenues suite à une succession d'incidents étranges, mais qu'elles l'ont été intentionnellement.* » [47] Toutefois, je suggère une explication différente de ce qu'étaient ces intentions — une explication qui, à première vue, peut sembler plus simple, plus innocente, et également plus explicative d'autres aspects du mystère que constitue le 11-Septembre (bien que ces aspects semblent apparemment sans liens) —.

Peter Dale Scott

Deuxième partie :



[Des services secrets parallèles](#) De [Prof Peter Dale Scott](#), septembre 27, 2012

Troisième partie :



[Les trucages du renseignement par l'État profond](#) De [Prof Peter Dale Scott](#), septembre 28, 2012

Article original en anglais (publié en une seule partie) :

[Launching the U.S. Terror War: the CIA, 9/11, Afghanistan, and Central Asia](#), le 16 mars 2012.

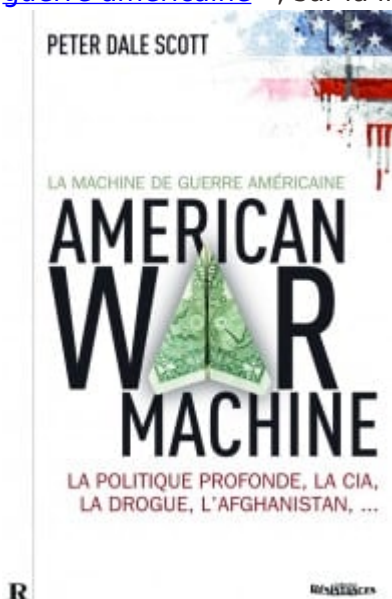
Cet article a également été publié dans [The Asia-Pacific Journal, Vol 10, Issue 12, No 3](#)

Traduction en français par Maxime Chaix

Version française publiée par le [Réseau Voltaire](#)

Une version synthétique de cet essai a été présentée le 11 septembre 2011 aux Auditions internationales sur le 11-Septembre (*International Hearings on the Events of September 11, 2001*), qui se sont déroulées du 8 au 11 septembre 2011 à Toronto.

Vous pouvez commander dès à présent le nouveau livre de Peter Dale Scott, « [La Machine de guerre américaine](#) », sur la librairie en ligne du Réseau Voltaire.



*Peter Dale Scott : Ancien diplomate canadien et professeur émérite à l'université de Berkeley, en Californie. Auteur du livre [La Machine de guerre américaine](#) (éditions Demi-lune, 2012).*

[1] Comité des chefs d'États-majors interarmées (JCS), « Courses of Action Related to Cuba (Case II) », Rapport du J-5 pour le Comité des chefs d'États-majors interarmées, 1er mai 1963, NARA #202-10002-10018, [p.21](#) ; discussion dans Peter Dale Scott, *American War Machine* (Rowman & Littlefield, Lanham, MD, 2010), p.193, p.196. Version française : [La Machine de guerre américaine](#) (Demi-lune, 2012).

[2] La guerre de terreur s'est développée depuis les attaques aériennes contre les civils durant la Seconde Guerre mondiale, commençant par Guernica et s'achevant avec les bombardements massifs de villes allemandes et japonaises. Toutefois, cette guerre aérienne ne constituait qu'un élément d'une plus vaste guerre conventionnelle entre des forces armées.

[3] Cependant, pas un seul acte de terreur perpétré depuis le début de cette décennie, que ce soit par les troupes de Mouammar el-Kadhafi en Libye ou de Bachar el-Assad en Syrie, n'a surpassé ou même ne s'est rapproché de la dévastation de la ville irakienne de Falloujah par les troupes US en 2004.

[4] « [Statement by the President in His Address to the Nation](#) », 11 septembre 2001. Le 20 septembre 2001, Bush déclara au cours d'une allocution devant une session mixte du Congrès que « [n]otre 'guerre contre la terreur' commence avec al-Qaïda, mais ne se limite pas [à cette organisation]. Elle ne s'arrêtera pas tant que chaque groupe terroriste ayant une capacité d'action globale n'ait été retrouvé, stoppé et détruit. »

[5] Sur ce point, se référer au *Rapport final de la Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis*, intitulé dans sa version originale *The 9/11 Commission Report* (W.W. Norton, New York, 2004), p.66 : « Jusqu'à présent, nous n'avons vu aucune preuve indiquant que [...] l'Irak coopéra avec al-Qaïda dans la planification ou l'exécution d'une quelconque attaque contre les

États-Unis. » (Ce rapport est disponible en français sous le titre : *11-Septembre, Rapport final de la Commission d'enquête sur les attaques terroristes contre les États-Unis* [Équateurs, Paris, 2004]. Il est analysé sous un angle critique par l'universitaire et auteur états-unien David Ray Griffin dans [Omissions et manipulations de la Commission d'enquête](#) [Éditions Demi-Lune, Paris, 2006]).

[6] *Sunday Times* (Londres), 1er mai 2005 ; Mark Danner, *The Secret Way to War : the Downing Street Memo and the Iraq War's buried history* (New York Review Books, New York, 2006).

[7] *9/11 Commission Report*, pp.266-72.

[8] Rory O'Connor et Ray Nowosielski, « [Who Is Rich Blee ?](#) », *911Truth.org*, 21 septembre 2011, (documentaire [transcrit et traduit en français](#) par l'association ReOpen911) ; Rory O'Connor et Ray Nowosielski, « [Insiders voice doubts about CIA's 9/11 story](#) », *Salon*, 14 octobre 2011 (article traduit en français par ReOpen911 et publié sous le titre « [La réaction des initiés et leurs doutes à propos de la version de la CIA concernant le 11-Septembre](#) »). Rory O'Connor et Ray Nowosielski ont ajouté à leurs recherches la corroboration de Richard Clarke, l'ancien directeur du contreterrorisme à la Maison-Blanche sous les présidences de Bill Clinton et de George W. Bush. Clarke leur a déclaré qu'il présumait que 'l'ordre de ne pas communiquer l'information émanait des hautes sphères' de la CIA. Lorsqu'ils lui demandèrent de qui pouvait provenir un tel ordre, il répondit : 'Je pense qu'elle émane du directeur', faisant référence à [George] Tenet - en ajoutant que ce dernier et certains de ses collègues n'admettraient jamais la vérité 'même si on leur faisait subir le supplice de la noyade'.

[9] Kevin Fenton, *Disconnecting the Dots* (TrineDay, Waltham, MA, 2011).

[10] *9/11 Commission Report*, p.259, p.271 ; Lawrence Wright, *The Looming Tower : Al-Qaeda and the Road to 9/11* (Knopf, New York, 2006), p.352-54 ; Peter Dale Scott, *American War Machine*, p.203. Version française : [La Machine de guerre américaine](#) (Demi-lune, 2012).

[11] Lawrence Wright, « The Agent », *New Yorker*, 10 et 17 juillet 2006, p.68 ; cf. Wright, *Looming Tower*, pp.339-44 ; discussion dans Peter Dale Scott, *The War Conspiracy : JFK, 9/11, and the Deep Politics of War* (Mary Ferrell Foundation Press, Ipswich, MA, 2008), p.355, pp.388-89.

[12] Fenton, *Disconnecting the Dots*, pp.383-86.

[13] *Ibidem*, p.48. Cf. Lawrence Wright, « The Agent », *New Yorker*, 10 et 12 juillet 2006, p.68 ; cité avec approbation dans Peter Dale Scott, *American War Machine*, p.399. Version française : [La Machine de guerre américaine](#) (Demi-lune, 2012).

[14] Fenton, *ibidem*, p.371, cf. p.95.

[15] Lutz Kleverman, « [The new Great Game](#) », *Guardian* (Londres), 19 octobre 2003.

[16] [Rebuilding America's Defenses : Strategy, Forces and Resources For a New Century : A Report of the Project for the New American Century](#), septembre 2000, p.17, p.27 ([traduit en français et reproduit à l'identique](#) par ReOpen911, p. 17, p.27).

[17] « [US Pulls out of Saudi Arabia](#) », BBC News, 29 avril 2003.

[18] Richard A. Clarke, *Against All Enemies : inside America's war on terror* (Free Press, New York, 2004), p.31.

[19] Bradley Graham, *By His Own Rules : The Ambitions, Successes, and Ultimate Failures of Donald*

Rumsfeld (Public Affairs, New York, 2009), p.290.

[20] [PNAC, Letter to President Clinton on Iraq](#), 26 janvier 1998.

[21] Gary Dorrien, *Imperial Designs : Neoconservatism and the New Pax Americana* (Routledge, New York, 2004). Bacevich faisait référence à un mémo de 1992 rédigé par Paul Wolfowitz et destiné à Dick Cheney, alors secrétaire à la Défense. Ce mémo appelait les États-Unis à conserver leur pouvoir d'action unilatérale. Voir Lewis D. Solomon, *Paul D. Wolfowitz : visionary intellectual, policymaker, and strategist* (Praeger, New York, 2007), p.52 ; Andrew Bacevich, *American Empire : The Realities and Consequences of U.S. Diplomacy* (Harvard UP, Cambridge MA, 2002), p.44.

[22] Bob Woodward, *Bush at War* (Simon & Schuster, New York, 2002), p.131. Bien avant, durant l'après-midi du 11-Septembre, l'officiel du Pentagone Stephen Cambone prit des [notes durant sa conversation avec Rumsfeld](#) : « *Besoin de cibles immédiates - Allez-y massivement. Balayez tout ça, associé ou pas [aux attaques du 11-Septembre]* ».

[23] Wesley Clark, *Winning Modern Wars* (PublicAffairs, New York, 2003), p.130.

[24] Nicholas Lemann, « [The Next World Order](#) », *New Yorker*, 1er avril 2002.

[25] [Rebuilding America's Defenses : Strategy, Forces and Resources For a New Century : A Report of the Project for the New American Century](#), septembre 2000, p.17, p.27 ([traduit en français et reproduit à l'identique](#) par ReOpen911, p. 17, p.27).

[26] Ahmed Rashid, *Descent into chaos : the United States and the failure of nation building in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia* (Viking, New York, 2008), p.69, p.70 ; citant Ahmed Rashid, « US Builds Alliances in Central Asia », *Far Eastern Economic Review*, 1er mai 2000 : « *La CIA et le Pentagone avaient collaboré étroitement avec l'armée et les services secrets ouzbèkes depuis 1997, fournissant de l'équipement, de l'entraînement et de la supervision dans l'espoir d'utiliser les Forces spéciales ouzbèkes afin de chasser Oussama ben Laden d'Afghanistan — un fait découvert lors d'un voyage à Washington en 2000.* »

[27] Peter Dale Scott, « [Le 'Projet Jugement dernier' et les événements profonds : JFK, le Watergate, l'Iranganate et le 11-Septembre](#) », *Réseau Voltaire*, 4 janvier 2012.

[28] Peter Dale Scott, [La Route vers le Nouveau Désordre Mondial : 50 ans d'ambitions secrètes des États-Unis](#) (Éditions Demi-Lune, Paris, 2010), p.36.

[29] Certaines estimations des dépenses annuelles dans le domaine de la Sécurité intérieure atteignent le trillion de dollars. Voir Stephan Salisbury, « [Weaponizing the Body Politi](#) », *TomDispatch.com*, 4 mars 2012.

[30] Cf. Simon Johnson, « [Too Big to Jail](#) », *Slate*, 24 février 2012 : « *La principale motivation derrière l'indulgence de l'administration envers certains crimes graves est évidemment la peur des conséquences induites par une action ferme contre des banquiers. Et nos responsables ont peut-être raison de le craindre, au vu des énormes dimensions des banques pour tout ce qui est lié à l'économie. En effet, celles-ci sont plus grandes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient avant la crise. De plus, comme James Kwak et moi-même l'avons amplement démontré dans notre livre, intitulé 13 Bankers, elles sont bien plus grosses qu'elles ne l'étaient il y a 20 ans.* »

[31] John Farmer, *The Ground Truth : the untold story of America under attack on 9/11* (Riverhead Books, New York, 2009), p.288 ; cité dans Anthony Summers et Robbyn Swan, *The Eleventh Day* :

*the full story of 9/11 and Osama bin Laden* (Ballantine, New York, 2011), p.147.

[32] Summers, *Eleventh Day*, pp.383-84 ; cf. Farmer, *Ground Truth*, p.41. Bien qu'étant un Démocrate, Samuel Berger fut ensuite protégé par l'administration Bush républicaine, qui lui évita d'avoir à témoigner devant le Congrès à propos de ses actes (une condition de sa négociation de peine).

[33] Summers, *ibidem*, p.334.

[34] Fenton, *Disconnecting the Dots*, pp.72-79. Barbara Grewe quitta ensuite le gouvernement pour travailler à Mitre Corp., une entreprise privée s'occupant des contrats entre la CIA et une autre firme appelée Ptech. Il y a quelques années, dans un témoignage d'Indira Singh au sujet du 11-Septembre, cette dernière souleva de sérieuses questions sur le travail de Ptech et de Mitre Corp. sur les systèmes d'interopérabilité entre la FAA et le NORAD ; voir Scott, [La Route vers le Nouveau Désordre Mondial](#), p.245.

[35] Fenton, *ibidem*, p.78. Kirsten Wilhelm, une employée des Archives nationales, déclara à Kevin Fenton qu'« [i]l semble que Barbara Grewe ait mené les entretiens avec 'John' [Wilshire] et Jane [Corsi] », une autre figure clé dans cette affaire. Wilhelm ne put trouver d'« *enregistrement officiel* » de l'entretien avec Wilshire, appelé avec justesse par Fenton « *l'audition probablement la plus importante que la Commission [sur le 11-Septembre] ait conduit* » (p. 79). Summers, citant également une correspondance avec Kirsten Wilhelm, désapprouve le fait qu'il n'y ait aucune trace de cette entretien avec Wilshire, disant qu'un rapport de cet échange existe, mais qu'il « *est intégralement censuré* » (Summers, *Eleventh Day*, p.381, cf. p.552). C'est un point important sur lequel les futures enquêtes devront se concentrer.

[36] Fenton, *ibidem*, p.225.

[37] *Ibidem*, p.38 ; citant *9/11 Commission Report*, pp.181-82.

[38] « Michelle » a depuis été identifiée sur Internet, mais par une seule source jusqu'à présent.

[39] Fenton, *ibidem*, pp.42-45 ; résumant le rapport de l'inspecteur général du Département de la Justice, pp.239-42 ; cf. Wright, *Looming Tower*, pp.311-12.

[40] Fenton, *ibidem*, p.50 ; résumant le rapport de l'inspecteur général du Département de la Justice, pp.242-43 ; cf. Wright, *Looming Tower*, pp.311.

[41] Fenton, *ibidem*, p.45.

[42] Je ne sais pas s'ils ont réellement embarqué dans cet avion. Cependant, je suis convaincu qu'al-Mihdhar et al-Hazmi ont agi comme s'ils voulaient détourner un appareil, ce que démontrent leurs contacts avec al-Qaïda en Malaisie et ailleurs, ou leurs tentatives d'apprendre à piloter (etc.).

[43] Fenton, *ibidem*, pp.383-86.

[44] *Ibidem*, p.48. Cf. Lawrence Wright, « The Agent », *New Yorker*, 10 et 12 juillet 2006, p.68 ; cité avec approbation dans Peter Dale Scott, *American War Machine*, p.399. Version française : [La Machine de guerre américaine](#) (Demi-lune, 2012).

[45] Fenton, *ibidem*, p.371, cf. p.95.

[46] *Ibidem*, 239-42, 310-22. Fenton relève que Corsi travailla au quartier général du FBI, qui coordonnait « *les liaisons avec les services étrangers* » (p.313).

[47] *Ibidem*, p.310.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Prof Peter Dale Scott](#), Mondialisation.ca, 2016

---

Articles Par : [Prof Peter Dale Scott](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)